ASSEMBLÉE NATIONALE

27 octobre 2023

PLF POUR 2024 - (N° 1680)

Commission	
Gouvernement	

AMENDEMENT

N ° II-1588

présenté par

Mme Louwagie, Mme Bonnivard, Mme Petex-Levet, Mme Bazin-Malgras, M. Bazin, M. Kamardine, Mme Gruet, M. Brigand, M. Hetzel, M. Bony, M. Bourgeaux, M. Fabrice Brun, Mme Genevard, Mme Corneloup, M. Forissier, M. Nury, Mme Valentin, Mme Anthoine, M. Ray, M. Descoeur, M. Rolland, M. Dubois, M. Dumont et M. Di Filippo

ARTICLE ADDITIONNEL**APRÈS L'ARTICLE 59, insérer l'article suivant:****Mission « Relations avec les collectivités territoriales »**

I. – Le code général des impôts est ainsi modifié :

1° L'article 1379 est ainsi modifié :

a) À la seconde phrase du 16° du I, les mots : « , prises dans les conditions prévues au VI de l'article 1639 A *bis*, » sont supprimés ;

b) À la seconde phrase du 5° du II, les mots : « , prises dans les conditions prévues au VI de l'article 1639 A *bis*, » sont supprimés ;

2° Au 3 du IX de l'article 1379-0 *bis*, les mots : « prise dans les conditions prévues au VI de l'article 1639 A *bis* » sont supprimés.

II. – La perte de recettes pour l'État est compensée à due concurrence par la création d'une taxe additionnelle à l'accise sur les tabacs prévue au chapitre IV du titre I^{er} du livre III du code des impositions sur les biens et services.

EXPOSÉ SOMMAIRE

Le partage de la taxe d'aménagement est facultatif lorsqu'il est perçu par les communes membres d'un EPCI à fiscalité propre. Il est obligatoire lorsque les EPCI perçoivent la taxe d'aménagement.

Dans les deux cas, le partage de la taxe d'aménagement est soumis à des délais très contraints. En effet, à compter de 2023, ces répartitions doivent être fixées avant le 1er juillet d'une année N pour une mise en œuvre au 1er janvier de l'année suivante (N+1). C'est pourquoi, sans remettre en cause les principes de partage de la taxe d'aménagement, le présent amendement propose d'élargir les délais de délibération afin de laisser le temps aux élus pour définir les règles de répartition les plus adaptées (notamment dans le cadre de la définition de leur pacte financier et fiscal). Enfin, il est proposé d'appliquer ces assouplissements également dans le cas où les EPCI perçoivent la TA et doivent en reverser une partie à leurs communes membres.